

LE DISCOURS D'HUGO CHÁVEZ

Une réunion insolite s'est déroulée au Capitole de Washington entre des législateurs de la droite fasciste étasunienne et des dirigeants de la droite oligarchique et putschiste latino-américaine, qui ont parlé ouvertement du renversement des gouvernements vénézuélien, bolivien, équatorien et nicaraguayen.

Et ce, quelques jours avant la Conférence des ministres de la Défense des pays du continent, qui s'est tenue à Santa Cruz (Bolivie), et où le président Evo Morales a prononcé une dénonciation énergique le 21 novembre.

Il ne s'agissait pas en fait d'une simple campagne médiatique de calomnies – habituelle en politique impérialiste – mais bel et bien d'une conspiration qui, si elle aboutissait, plongerait inévitablement le Venezuela dans un bain de sang.

Compte tenu de ma longue expérience, je n'ai pas le moindre doute de ce qu'il se passerait au Venezuela si Chávez était assassiné. Pas la peine d'un plan ourdi d'avance contre le président : il suffirait d'un malade mental, ou d'un consommateur habituel de drogue, ou de la violence déclenchée par le trafic de drogues dans les pays latino-américains pour engendrer au Venezuela un problème extrêmement grave. Analysées d'un point de vue politique, les activités et les mœurs de l'oligarchie réactionnaire propriétaire de puissants médias, stimulée et financée par les États-Unis, conduiraient forcément à des heurts sanglants dans les rues du pays, ce qui est clairement l'intention de cette droite vénézuélienne porteuse de haine et fautrice de violence à la vue de tous.

Guillermo Zuloaga – propriétaire d'une chaîne de télévision opposée à la Révolution bolivarienne et fuyard de la justice vénézuélienne – participait à cette réunion de législateurs conspirateurs convoquée par Connie Mack et par Ileana Ros-Lehtinen. Celle-ci est d'origine cubaine et d'obédience batistienne, et notre peuple lui a appliqué le sobriquet de « louve féroce » pour sa conduite répugnante durant l'enlèvement du petit Elián González et son refus de rendre l'enfant à son père. Cette représentante républicaine, qui suinte par tous les pores de sa peau la haine et le ressentiment contre Cuba, le Venezuela, la Bolivie et les autres pays de l'ALBA, qui a défendu le gouvernement putschiste au Honduras que la majorité des pays américains ont pourtant condamné, sera presque sûrement élue au prochain Congrès présidente de la commission des Relations extérieures de la Chambre des représentants.

Le gouvernement de la République bolivarienne faisait donc face à une grave provocation. C'était un point vraiment délicat. Je me demandais comment Chávez réagirait. La première riposte énergique est partie d'Evo Morales, dans le discours brillant et sincère que connaît déjà notre peuple. On avait appris voilà deux jours, le mardi 23, que Chávez aborderait la question devant l'Assemblée nationale.

Cette réunion, prévue à cinq heures de l'après-midi, a commencé quasiment à l'heure. On y a écouté des interventions énergiques et précises. Tout a duré deux heures et quelques minutes. Les Vénézuéliens ont pris le problème au sérieux.

Chávez a commencé par mentionner par leurs noms certaines personnes présentes, et, après avoir blagué avec la nouvelle championne mondiale de kata et au sujet du match entre deux équipes de baseball professionnel, il est entré progressivement dans le vif du sujet :

«... je vais, vrai de vrai, être bref. Je tiens à remercier le député Roy Daza pour le document qu'il a lu, un document qui défend non seulement le Venezuela, comme l'a dit Eva [*Golinger*], mais encore la patrie humaine ou, pour ainsi dire, la possibilité humaine.

« J'ai apporté des livres avec moi. [...] C'est l'exemplaire, un peu plus défraîchi maintenant, que j'ai montré aux Nations Unies. Il est de Noam Chomsky, et je continue de le recommander : *Dominer le monde ou sauver la planète ? L'Amérique en quête d'hégémonie mondiale*. Eva nous a rappelé ce grand homme de la pensée critique, de la pensée créatrice, de la philosophie, de la lutte pour l'humanité.

« Et voici sa suite : *Les États manqués : abus de puissance et déficit démocratique*. Chomsky y affirme carrément que le premier État manqué du monde, c'est l'État étasunien, qui est devenu une vraie menace pour la planète, pour le monde entier, pour l'espèce humaine.

« Dans une partie de ces entretiens, Chomsky réfléchit sur l'Amérique latine, sur le Venezuela, d'une manière très courageuse, très objective, généreuse, défendant notre Révolution, défendant notre peuple, défendant le droit que nous avons et que nous exerçons de suivre notre propre route, comme le font tous les autres peuples du monde, mais que l'Empire yankee ignore et prétend ignorer

« Au cœur même du Capitole fédéral – je crois que c'est comme ça qu'on l'appelle – en plein Washington, un sommet de terroristes se réunit donc, une véritable bande de voyous, de délinquants, d'escrocs, de terroristes, de voleurs, de malfrats, sous l'égide de personnalités "prestigieuses" de l'establishment, non seulement de l'extrême droite républicaine, mais encore du Parti démocrate, et, comme viennent de le dire Eva, et Roy dans ce magnifique document qu'il a lu, un document de portée nationale, un document public, ces gens-là menacent ouvertement le Venezuela, les pays et les peuples de l'Alliance bolivarienne !

« D'ici, je salue Evo Morales, un *compañero* courageux, un camarade, et le peuple bolivien.

« D'ici, je salue Rafael Correa, un *compañero* courageux, un camarade, et le peuple équatorien.

« D'ici, je salue Daniel Ortega, ce *comandante* président, un *compañero* courageux, un camarade, et le peuple nicaraguayen.

« D'ici, je salue Fidel Castro, Raúl Castro, et ce courageux peuple cubain.

« D'ici, je salue tous les peuples caribéens, Roosevelt Skerrit et le peuple de la Dominique, de courageux dirigeants, Saint-Vincent-et-Grenadines, Ralf Goncalves, Spencer, les peuples de l'ALBA, de l'Alliance bolivarienne, leurs gouvernements, nos gouvernements et bien entendu, le courageux peuple vénézuélien, auquel je redis notre engagement et notre appel à l'unité, que j'appelle à continuer de se battre pour l'avenir de la patrie, pour l'indépendance dont l'acte de constitution original, comme l'a dit la présidente de l'Assemblée, Cilia, est ici même, dans cette salle, l'acte original d'il y a deux cents ans.

« L'année 2011 est toute proche. Préparons-nous de tous les points de vue, spirituel, politique, moral, pour fêter les deux cents ans de ce premier Congrès, de cette première Constitution, la première d'Amérique latine, de la naissance de la première République, de la naissance de la patrie vénézuélienne. Ce n'est pas seulement le 5 juillet, c'est toute l'année 2011, le début de la guerre révolutionnaire d'indépendance commandée d'abord par Miranda, puis par Bolívar et par les grands hommes et les grandes femmes qui nous ont donné une patrie.

« Le document qu'a lu Roy Daza s'ouvre sur une phrase de Bolívar quand il écrit à Irvine, un agent étasunien venu ici réclamer les bateaux que Bolívar et ses troupes avaient arraisonnés sur l'Orénoque parce que les États-Unis envoyaient des armes et des provisions à l'Espagne.

« Ce n'est pas nouveau, Eva, ce que tu as dénoncé ici, l'envoi de millions de dollars, l'appui logistique. Non. À cette époque-là, le gouvernement étasunien envoyait déjà des armes et des provisions aux troupes impérialistes espagnoles. C'est une lettre fameuse. Elle apparaît en partie dans un autre livre que je n'arrête pas de recommander aussi, qui se lit tout d'une traite, d'un bon écrivain cubain, Francisco Pividal : *Bolívar, pensamiento precursor del antimperialismo*, qui contient toute une série de

citations extraordinaires. Tu as en lu une.

« Mais, dans une lettre à cet Irvine, la dernière, je crois, quand Irvine commence à le menacer de recourir à la force, Bolívar lui écrit : Je ne vais pas tomber dans votre provocation, ni dans votre langage. Je veux seulement vous dire, M. Irvine... Je paraphrase, mais c'est l'idée, la dignité de notre père Bolivar qui s'impose, et qu'il vaut la peine de souligner dans cette salle pleine de magie, de symboles, de patrie, de rêves, d'espoir, de dignité... Bolívar lui écrit donc : Sachez, M. Irvine que la moitié ou plus – nous sommes en 1819[3], après presque une décennie de guerre à mort – ou presque la moitié des Vénézuéliens est morte dans la lutte contre l'empire espagnol, et que l'autre moitié qui est encore en vie, nous qui sommes encore là, nous brûlons d'envie de suivre la même route qu'eux si le Venezuela devait faire face au monde entier pour préserver son indépendance, sa dignité.

« Voilà comment était Bolívar. Et nous sommes ici, ses fils, ses filles, prêts à faire pareil. Que le monde le sache : prêts à faire pareil ! Si l'Empire yankee avec toute sa puissance – dont nous ne nous moquons pas, oh non, il faut le prendre très au sérieux, comme Eva nous le recommande si bien – décide de nous agresser, ou plutôt de continuer d'agresser ouvertement le Venezuela pour tenter de freiner cette révolution, nous sommes prêts, sachez-le, monsieur l'Empire et vos personifications, à faire exactement pareil : à mourir tous pour cette patrie et pour sa dignité !

« À ce Sommet de terroristes, de génocides, qui s'est tenu à Washington, il y avait des Vénézuéliens, des Boliviens... Et nous pourrions nous demander, comme le faisait hier un bon journaliste dans une interview, avec quels passeports ces délinquants sont entrés, quels passeports ils détiennent, parce que certains sont déjà notice rouge à INTERPOL ! N'empêche qu'ils arrivent là-bas tout tranquillement, ils déambulent dans les rues de Washington, on les accueille même à bras ouverts ! Alors, oui, il a raison, Noam Chomsky, et je suis d'accord avec lui : l'État étasunien est un État manqué, qui agit sans tenir compte du droit international, qui ne respecte absolument rien et qui, par-dessus le marché, se sent parfaitement en droit de le faire, qui ne répond de rien devant personne. C'est une menace non seulement pour le Venezuela et pour les autres peuples du monde, mais aussi pour son propre peuple qui est constamment agressé par cet État antidémocratique.

« Regardez un peu, c'est juste un résumé. Wikileaks, ça vous dit quelque chose, pas vrai ?

« Que dira cette dame, cette représentante, cette fasciste, qui nous a traités, Evo, Correa et moi, de hors-la-loi ? Alors que la hors-la-loi, c'est elle. Et un tribunal vénézuélien devrait demander son extradition pour commettre des délits et conspirer, et bien d'autres avec elle, contre la souveraineté de notre pays. Il faut clouer au pilori cette hors-la-loi et les autres !

« Que diront ces hors-la-loi de ça, par exemple? Que dira le Congrès étasunien de ces rapports, de ces documents qui étaient secrets et qui ont été publiés sur le site Wikileaks.

« Je lis :

"Le 15 mars 2010, Wiki Candanga a publié un rapport du département étasunien de la Défense qui aborde plusieurs fuites apparues sur ce site web et concernant les intérêts des USA et proposait plusieurs moyens de le mettre sur la touche."

« J'ai ici quelques-uns de ces documents, qui sont publics. Reste à voir si les autorités des USA prennent une initiative contre ces crimes ou ces prétendus crimes – je ne suis pas magistrat pour en juger – ces prétendus crimes graves commis par des citoyens de ce pays, des civils, des militaires, par son gouvernement.

« Je lis :

"Le 5 avril 2010, Wikileaks a publié un vidéo où l'on voit des soldats étasuniens en train d'assassiner le reporter de Reuters, Namir Noor-Eldeen, son adjoint et neuf autres personnes. On voit clairement

qu'aucun ne fait le moindre geste d'attaquer l'hélicoptère Apache à partir duquel on leur tire dessus. Bien que l'agence Reuters ait réclamé ce vidéo à maintes reprises, elle n'a jamais pu l'obtenir jusqu'à ce que Wikileaks ait publié ces images inédites qui ont mis en échec l'appareil militaire des Etats-Unis."

« Bon, mettre en échec, c'est beaucoup dire... Disons alors du point de vue moral.

« Je me le demande à nouveau : que diront les Nations Unies ? Que se passerait-il si cela était arrivé dans un pays de l'ALBA ? Que se passerait-il ? Que dira sur ce cas l'OEA, que dira le Conseil de sécurité des Nations Unies, le Conseil des droits de l'homme ? Que dira la tristement célèbre Cour internationale de justice ? Pour que vous voyez un peu le deux poids deux mesures avec lequel on mesure ici les droits de l'homme, le respect de la vie, le terrorisme et tous ces phénomènes !

« Journaux de guerre d'Afghanistan, le 25 juillet 2010, publiés aussi. Enregistrements de la guerre d'Iraq. Écoutez un peu, ça date d'à peine quelques jours :

"Le 22 octobre 2010, Wikileaks a publié sur son site web un ensemble de documents de la guerre en Iraq et de son occupation, contenant 391 831 documents du Pentagone, du 1er janvier 2004 au 31 décembre 2009, qui révèlent, entre autres points, l'usage systématique de la torture, le chiffre de 109 032 morts en Iraq, dont 61 081 étaient des civils, soit 63 p. 100, 23 984 'ennemis qualifiés d'insurgés', 15 196 du pays dit d'accueil [quelle manière de visiter un pays !], et 3 771 morts 'amis', autrement dit de la coalition. Les documents révèlent que 31 civils sont morts en moyenne chaque jour sur une période de six années."

« Qui enquête sur ça ? Qui répond de ça ? Personne, car c'est l'Empire, l'État raté étasunien ! Écoutez ceci :

"Ces documents, classés chronologiquement et par catégorie, décrivent des actions militaires meurtrières de l'armée des USA, dont la quantité de personnes assassinées, blessées ou arrêtées dans le cadre de ces actions, ainsi que l'emplacement géographique précis de chaque fait, détaillant les unités militaires impliquées et les armes utilisées."

« Assez de détails, donc, pour ouvrir une enquête. Que dira le Congrès étasunien de tout ça ? Notre ambassadeur à Washington est parmi nous. Tu es encore ambassadeur là-bas, n'est-ce pas ? Oui. Et là-bas, que je sache, pas un mot. Je continue de lire :

"La plupart des entrées du journal ont été écrites par des soldats et des membres des services de renseignement qui écoutaient les rapports transmis par radio depuis le théâtre des combats.

"Victimes civiles causées par les forces de la coalition. On a fini par connaître un grand nombre d'attaques et de morts causés par les tirs des troupes contre des chauffeurs sans armes, de crainte qu'ils ne soient pas des terroristes kamikazes.

"Un rapport signale qu'un enfant a été assassiné et un autre blessé quand la voiture où ils se trouvaient a été atteinte par des tirs de soldats. En compensation, on a versé à la famille 100 000 afghanis pour l'enfant tué, soit 1 600 euros".

« Le capitalisme paie 20 000 afghanis, soit 335 euros, pour le blessé, et 10 000 afghanis, soit 167 euros, pour le véhicule endommagé. Et les rédacteurs de ces rapports appellent ça de "petites tragédies". De petites tragédies ! Voilà la grande menace, la plus grande menace qui pèse sur l'humanité.

« L'Empire yankee est entré sans aucun doute dans une phase de déclin politique, économique et surtout moral, mais qui peut nier sa grande puissance militaire, ce qui, de pair avec ces facteurs, le convertisse, lui qui est le plus puissant Empire dans l'histoire, en une menace pire pour nos peuples. Que nous reste-t-il ? On l'a dit ici aussi : de l'unité, encore de l'unité, toujours de l'unité !

« Le Congrès des États-Unis va devenir à partir de janvier un Congrès de l'extrême droite ? Oui. Alors, le parlement vénézuélien doit devenir, à partir du 5 janvier, un parlement d'extrême gauche !

« Et j'appelle les députés et députées élus par le peuple, par les mouvements populaires, par les mouvements sociaux, par les partis de la révolution, à assumer le grand engagement qu'ils auront à compter du 5 janvier.

« En fait, c'est inouï, et Eva nous le rappelle. Comment continuons-nous de permettre, alors que nous avons une Constitution - et combien elle a coûtée, combien d'années de bataille, combien de sueur, combien de sang, combien d'efforts, et nous avons aussi dans cette salle notre première Constitution, le premier acte de notre indépendance, qui a fait de nous un pays souverain - comment donc continuons-nous de permettre un certain nombre de choses, au risque qu'on nous qualifie de nouveau de "drôle de patrie" ou de "drôle de révolution", ou, pour employer un langage encore plus populaire, de "lavette de révolution", comment donc continuons-nous de permettre que des partis politiques, des ONG, des personnalités de la contre-révolution soient encore financés par l'Empire yankee à coups de millions et de millions de dollars, et utilisent la pleine liberté pour abuser de notre Constitution, pour la violer, pour tenter de déstabiliser le pays ? J'implore ce Parlement de promulguer une loi très sévère pour l'empêcher. Voilà comment nous devons répondre à l'agression impériale, en radicalisant nos positions, en nous relâchant sur absolument aucun point, en ajustant nos positions, en redoublant le pas, en consolidant l'unité révolutionnaire. Et pas seulement le Parlement. Il nous faut une gauche bien plus radicalement à gauche, il nous faut un gouvernement bien plus radicalement à gauche, des forces armées, général Rangel - nous vous nommerons enfin généralissime samedi, le 27 novembre, jour des forces armées - bien plus radicalement révolutionnaires, aux côtés du peuple.

« Les demi-teintes ne sont pas de mise dans nos rangs civils ou militaires. Non, la seule ligne à suivre est de radicaliser la Révolution ! Et cette bourgeoisie grossière, apatride, doit le sentir dans les côtes. Cette bourgeoisie vénézuélienne sans vergogne et sans patrie doit le sentir dans les côtes, doit savoir que tout ça se paie, qu'un de ses représentants les plus notoires ne peut aller impunément au Congrès même de l'Empire pour s'en prendre au Venezuela et continuer de posséder ici une chaîne de télévision ! Et tout dans ce style. La bourgeoisie vénézuélienne doit savoir que son agression au peuple va lui coûter cher et qu'elle ferait mieux de ne pas trop se pointer là-bas !

« Je me rappelle... que sous le gouvernement Betancourt, des députés de partis de gauche ont été arrêtés sans préavis ni avertissement préalable, qu'on les a fourrés en prison sans la moindre preuve et qu'on leur a enlevé l'immunité parlementaire.

« Un groupe de députés d'extrême droite entrera dans quelques semaines au Parlement. Alors, je tiens à leur rappeler qu'il existe ici une Constitution. Et que, de même que le Parti communiste du Venezuela et bien d'autres partis ont été interdits à un moment donné, qu'on a enlevé l'immunité parlementaire à des nombreux députés sans la moindre preuve - d'autres ont pris le maquis, comme le grand Fabricio Ojeda qui a renoncé à son siège et a pris le maquis pour donner son sang pour la révolution et pour le peuple - de même j'imagine que ce digne Parlement n'acceptera pas, alors qu'il est le représentant majoritaire des forces populaires, que la force d'extrême droite vienne ici bouleverser l'ordre constitutionnel. Je suppose, je suis même sûr que l'État activera tous ses mécanismes pour défendre la Constitution et la loi face aux agressions qui ne se feront pas attendre.

« Ainsi donc, nous sommes la menace. Comment est-ce donc que les terroristes ont appelé leur réunion. "Menace dans les Andes", n'est-ce pas, Nicolás ? On dirait un titre de film. Péril dans les Andes. Non, c'est péril pour le monde entier qu'il faut dire, et il faut en avertir tout haut. Le péril est mondial.

« En ce moment même, il y a une situation compliqué dans la péninsule coréenne. Quand je suis venu ici, les nouvelles étaient encore confuses, aussi confus que le torpillage de ce bateau sud-coréen, le *Cheonan*, bien qu'on ait su après, par des preuves, qu'il avait été coulé par les États-Unis. Et maintenant, dans une petite île, sur cette péninsule divisée par l'Empire yankee, envahie, rasée pendant des années, la situation est tendue. Des bombes, des morts et des blessés.

« Ça fait plusieurs mois que Fidel Castro alerte au sujet des graves risques d'une guerre nucléaire. Je suis allé le voir une nouvelle fois, tout récemment, il m'a expliqué sa pensée – je la connais bien, évidemment, mais rien de mieux que le dialogue – et il me disait : Chávez, n'importe quel petit échange de coups de feu dans cette zone bourrée d'armes de destruction massive, d'armes atomiques, risque de conduire à une guerre qui serait d'abord classique, mais qui pourrait déboucher directement – il en est convaincu – sur une guerre atomique qui serait la fin de l'espèce humaine. Le danger n'est donc pas dans les Andes, crétins de Washington ! Le péril est mondial.

« Ici, au Venezuela, comme le disait Eva, une lumière s'est allumée, puis une autre en Amérique latine, et d'autres encore. Nous pouvons dire maintenant que l'Amérique latine est le continent de l'espoir. Et l'Empire yankee ne peut pas fermer la porte au nez de cet espoir.

« Nous, les Vénézuéliens et les Vénézuéliennes, il nous est toujours échoué, pour une raison ou pour une autre, ou pour des raisons de différentes natures, d'être à l'avant-garde de ces luttes, depuis des siècles.

« Je vois ici les portraits de Miranda, de Bolívar, et de Martín Tovar y Tovar, des peintures de Carabobo... Comme le disait Roy avec passion : c'est dans nos gènes, dans notre sang. Il paraphrasait Mao, le Grand Timonier.

« Cet Empire, cet État manqué que sont les États-Unis va devenir, malgré son immense pouvoir, malgré ses menaces, un gigantesque tigre de papier. Et nous, nous devons par obligation nous convertir en de vrais tigres d'acier, en de petits tigres d'acier, invincibles, indomptables.

« Madame la présidente, j'ai promis au début d'être bref, et je répète ma promesse. Je crois d'ailleurs que tout a déjà été dit par Eva Golinger, cette courageuse femme, et par Roy Daza, ce courageux député, et que tout est contenu dans ce document qui va être distribué, si j'ai bien compris, aux quatre coins de Venezuela puis en Amérique latine.

« Je vous remercie de m'avoir invité à cette cérémonie. Et comme l'un de plus, je me joins, pour ainsi dire, à ce gigantesque bataillon pour défendre le Venezuela, pour défendre la patrie vénézuélienne.

« Je regarde ce tableau, ou plutôt cette œuvre monumentale de Tovar y Tovar, avec l'infanterie ici et la cavalerie là-bas. Cavalerie, au galop, pour défendre la patrie bolivarienne, pour défendre l'Alliance bolivarienne de nos peuples !

« A bas l'Empire yankee ! »

C'est sur ces mots qu'il a conclu, et sur des vivats en l'honneur de l'ALBA, de la patrie et de la révolution.

Je n'ai pas le moindre doute que Chávez, un militaire de profession, mais bien plus attaché à la persuasion et au dialogue qu'à la force, n'hésitera pas à empêcher la droite favorable à l'impérialisme et antipatriotique de lancer les Vénézuéliens trompés contre la force publique pour faire couler le sang dans les rues du pays. La mafia impérialiste a eu droit, en Bolivie et au Venezuela, à une riposte bien plus claire et énergique qu'elle ne l'imaginait.

Fidel Castro Ruz
Le 25 novembre 2010
18 h 34

LE DISCOURS D'HUGO CHÁVEZ

Published on Fidel soldado de las ideas (<http://www.comandanteenjefe.org>)

Date:

25/11/2010

Source URL: <http://www.comandanteenjefe.org/fr/articulos/le-discours-dhugo-chavez?page=0%2C0%2C0%2C0%2C0%2C0%2C0%2C0%2C4>